

TOURISME

Deux projets émiratis entérinés par le CNI

Le Conseil national de l'investissement (CNI) a entériné deux projets touristiques émiratis selon le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Smaïl Mimoune, qui évoque, par ailleurs, la révision des prix pratiqués dans les hôtels.

Chérif Bennaceur-Alger (Le Soir) -Invité hier de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, Smaïl Mimoune a indiqué que le CNI a entériné ces deux projets, prévus à Sidi Fredj et à Moretti (ouest d'Alger), pour un montant global de 54 milliards de dinars.

En rappelant que les investissements étrangers obéissent à la règle du 49/51.

Concernant l'investissement national, M. Mimoune a indiqué que le CNI a entériné, dimanche dernier, deux projets, l'un à la ZET de Bouharoun (Tipasa) et l'autre à Bordj-El-Bahri (est d'Alger).

Estimés à 4,5 milliards de dinars, ces deux projets d'investissement nationaux prévoient la création de 700 postes d'emploi.

L'invité de la radio a également évoqué d'autres projets nationaux à Skikda (ZET de Ben M'hidi) pour 400 milliards de dinars, à Zéralda, mais aussi à El Oued, à Sétif, Oran, Tlemcen. Selon Smaïl

Mimoune, le coût global de ces projets nationaux est de 46 milliards de dinars.

Le ministre du Tourisme a fait état de 523 autres projets, pour un montant de 152 milliards de dinars et une création prévisionnelle de 76 000 postes d'emploi.

En rappelant que les investisseurs nationaux bénéficient, dans le Sud et dans les Hauts-Plateaux, de la concession au dinar symbolique pendant 10 ans et de 50% de droit de redevance dès la onzième année.

Dans le Nord, les investisseurs bénéficieront du gré à gré simple pour le foncier, et d'un droit de redevance de 10% pendant les trois premières années, 50% pendant les trois suivantes et 100% ensuite.

Selon le ministre du Tourisme, l'ensemble des projets déjà réceptionnés ou en cours de réalisation ou de financement permettront de réaliser l'objectif de 70 000 lits supplémentaires à l'horizon 2014.

Et d'autant que les capacités d'hébergement restent déficitaires, selon Smaïl Mimoune, le parc hôtelier comptant actuellement 90 000 lits.

D'où la nécessité de développer cette niche économique, valoriser la productivité des atouts touristiques dans le pays, réhabiliter la destination Algérie.

Mais aussi de promouvoir le tourisme «interne» (thermal, rural, montagnard, balnéaire...) pour les nationaux, dans le contexte de crise dans le monde arabe et de désaffection probable de la destination Tunisie.

A charge cependant d'améliorer les condi-

tions d'hébergement et de coût, d'autant que les prix des chambres sont élevés même dans les établissements classés 2 étoiles.

A ce propos, le ministre du Tourisme a évoqué la redynamisation des camps de toile et des infrastructures inutilisées.

M. Mimoune a également indiqué que la SGP Gestour a invité les établissements publics sous sa tutelle à revoir les prix, selon la saison (taux de remplissage).

Les opérateurs privés sont également invités à discuter de la question des prix.

C. B.



Smaïl Mimoune remet au goût du jour les camps de toile.

Photo : Samir Sid

AU PROFIT DES ARTISANS

L'exonération de la TVA et la réduction de l'IFU envisagés

L'exonération de la TVA de 17% pour les équipements et la réduction de l'impôt forfaitaire unique (IFU) de 12% à 6%, sont envisagées au profit des artisans. Des propositions seront formulées en ce sens dans les prochaines lois de finances dont la complémentaire pour 2011 selon le ministre du Tourisme et de l'Artisanat.

Il s'agit d'assouplir les conditions d'inscription au registre de l'artisan, élargir l'exonération de la TVA pour l'ensemble des artisans. Il est également question de développer la commercialisation des produits d'artisa-

nat. A ce propos, Smaïl Mimoune a indiqué que 90 infrastructures (maisons et centres de l'artisanat, centres d'estampillage des tapis, espaces d'expo-vente...) ont été lancées dont 30 sont en cours de réalisation.

En outre, 23 600 artisans ont bénéficié de 60% du dispositif de 100 locaux par commune. De même que les artisans peuvent bénéficier de l'aide du Fonds national de promotion des activités artisanales pour l'acquisition des équipements. Voire, que l'accompagnement national, et même allemand, existe pour développer la commercialisation des produits algériens à l'étranger. Cela même si Smaïl Mimoune reconnaît

que le problème de la formation se pose. Des problématiques qui seront abordées dans le Plan national stratégique de développement de l'industrie artisanale (2011-2020), en cours de maturation et qui sera soumis à l'aval gouvernemental en juin prochain. Selon le ministre de l'Artisanat, ce plan vise à développer l'action et le rôle d'intermédiation des chambres d'arts et métiers, l'accompagnement des opérateurs, le partenariat...

Ce Plan succède au plan de développement durable 2003-2010 qui a permis la création de 390 000 postes d'emploi et généré un chiffre d'affaires de 129 milliards de dinars.

C. B.

RENFORCEMENT DU CONTRÔLE INTERNE

Sonatrach en quête de commissaires aux comptes

Le groupe Sonatrach a lancé hier un appel à manifestation d'intérêt pour préqualifier des commissaires aux comptes qui seront appelés à assister les filiales et les organes sociaux de la compagnie dans des opérations de contrôle et d'évaluation.

Cet appel vise à sélectionner des commissaires aux comptes en vue de constituer un fichier de cabinets. Sur la base de ce fichier, une liste est établie pour chaque consultation à lancer par les structures et filiales du groupe, selon les préci-



sions de la direction centrale d'audit de Sonatrach. La direction

procédera à chaque demande de prestation de services à la sélection

des cabinets à partir de cette liste. La préqualification est ouverte à tous les commissaires aux comptes agréés, précise encore la direction.

Cette initiative survient dans le contexte où la compagnie pétrolière entend renforcer son contrôle interne suite à l'ouverture d'une instruction liée à des passations de marchés au sein du groupe Sonatrach.

Le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, avait affirmé récemment que le contrôle interne du groupe Sonatrach sera de plus en plus renforcé en 2011.

C. B.

Photo : Samir Sid

CRÉDITS AUX PME

Le FGAR garantit pour 12,5 milliards de dinars

Le Fonds de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises (FGAR) a accompagné 475 PME de production de biens et services. Le FGAR leur a octroyé des garanties financières pour un montant global de plus de 12,5 milliards de dinars.

Ces garanties permettent la réalisation de projets créateurs potentiellement de 25 128 postes d'emploi. Ces garanties ont couvert essentiellement le secteur industriel avec 307 projets dont 96 dans l'agroalimentaire, le secteur du BTPH bénéficiant de 107 garanties. Le Centre du pays accapare la majorité des projets soutenus, pour un nombre de 249, suivi de la région de l'Est avec 131 projets, les régions de l'Ouest et du Sud bénéficiant respectivement de 79 et 17 projets garantis. Développant la proximité avec les porteurs de projets, le FGAR indique que l'antenne d'Oran est opérationnelle depuis mars 2011 et l'ouverture des antennes de l'Est et du Sud est imminente.

De même, le Fonds invite les promoteurs sans garanties réelles à se rapprocher de ses services pour le dépôt d'un dossier de demande de garantie simplifié et bénéficier de conseil et assistance pour le montage des dossiers.

En notant par ailleurs que la Caisse de garantie des crédits d'investissements, autre fonds de garantie des crédits aux PME, a avalisé 684 dossiers pour un engagement de 3,105 milliards de dinars.

C. B.